

LAISSER ALLER LE COURS DES CHOSES

VOILA LA CATASTROPHE

Walter Benjamin, cet immense intellectuel allemand antifasciste qui se suicida à la frontière espagnole en 1940 de peur d'être rattrapé par la wermacht d'Hitler déclarait : « Laisser aller le cours des choses voilà la catastrophe ».

Et bien je fais partie de celles et ceux qui, trop longtemps minoritaires, inlassablement depuis plus de dix ans se dressent contre « le cours des choses » en ex-Yougoslavie pour « mordre la réalité » que connaît ce pays autrefois choyé par les occidentaux et depuis la mort de Tito et la chute du mur de Berlin abandonné à un régime et à un dictateur fétichisant les origines serbes pour conjurer leur disette de propositions pour le futur.

De ce régime et de ce dictateur les années 80 se résument à un réensauvagement avec épuration ethnique, viols, assassinats, exécutions, faim et soif, terres brûlées, guerre, déportations, destructions, exclusion de chez soi, c'est-à-dire de son humanité, de son lieu de vie et de son identité, cette quête perpétuelle à l'extrême opposé de l'identitarisme milosévicien.

Il faut bien dire que l'Europe au lieu d'engager un processus d'association des pays composant l'ex-Yougoslavie et de leur permettre ainsi de se « souvenir de l'avenir », a pratiqué « l'impuissance démissionnaire » et n'a pas su contribuer à empêcher la transformation de l'espace public de ce lieu multipolaire des balkans qui avait déjà tant à faire avec son passé, en un pré carré d'intérêts

ethniques, nationalistes et intégristes dont le bilan est précisément « la catastrophe ».

J'ajouterai que deux vécus de ma vie me conduisent à mon intraitable solidarité avec les kosovars.

Le premier, ce sont mes séjours à Sarajevo chez l'habitant pendant la guerre et après et mon constat quotidien que cette ville plurielle était la nuit venue, noire comme dans une tombe, et la nuit et le jour mutilée par des obus (certaines soirées un tous les 7 minutes) et des tirs de snippers sur les passants courant chercher de l'eau rare et des vivres rarissimes et qui avaient aux yeux de Milosévic et de ses kapos Karadzic et Madic ces « maladies » d'être bosniaques ou/et musulmans. Cela fore au fond de l'âme pour toujours.

Le seconde, c'est ma vie de maire d'Aubervilliers, ville qui bouge dans l'intercommunalité, qui a des atouts, cela coexistant avec une partie de sa population, française et émigrée, connaissant une extrême pauvreté. Et j'entends, au-delà de la solidarité et de la fraternité qui baignent cette ville rude et tendre, des mots racistes visant les étrangers arrivés récemment ou il y a 20, 30 ans et plus. Et je rencontre aussi des regards de rejet des pauvres comme s'il y avait un « bacille de la pauvreté ». Cela hante la vie au jour le jour.

Là-bas on tire, on tue le différent en ethnie et en religion. Ici on s'éloigne, on exclut l'autre, l'étrange (c'est étrange d'être pauvre n'est-ce pas ?), ajouter un « r », cela fait l'étranger.

Je pense qu'il s'agit là-bas et ici du grand problème de l'altérité, de ce qu'évoque le philosophe maire de Venise, Massimo Cacciari quand il écrit « le pluralisme serait un malheur si chacune de ses composantes n'avait pas d'hospitalité pour l'autre ».

C'est une autre manière de dire que les droits de l'homme concernent tous les hommes, et doivent être un, si ce n'est le premier des objectifs de toute société.

Nous sommes confrontés au Kosovo à la négation absolue de l'altérité avec la dimension de l'horreur et à l'obligation d'y civiliser cette question capitale pour le monde entier.

Tout de suite dans l'urgence cette obligation de civilisation a trois implications politiques et pratiques :

1 – stopper par tous les moyens appropriés politiques, diplomatiques et militaires la chasse mortelle aux kosovars menée par Milosevic et son régime.

2 – aider aux alentours du Kosovo et ailleurs les réfugiés Kosovars par une démarche humanitaire à la hauteur du désastre vécu à ce jour par déjà 450 000 d'entre eux, s'ajoutant aux 400 000 qui précédemment avaient été déportés à l'intérieur du Kosovo.

3 – garantir aux Kosovars leur retour et leur tranquillité au pays.

Ces trois objectifs immédiats ne sont pas négociables et doivent être imposés en sachant qu'une force d'interposition sera nécessaire et peut être même – espérons que non- une intervention au sol.

C'est cela l'urgence mais être à l'heure exacte de la conscience nécessite de penser et d'agir pour plus loin et pour cela ça n'est pas s'éloigner du Kosovo que de porter le regard à l'échelle de l'Europe et du Monde et de contribuer aux nouveaux trajets dont a besoin le bougé du monde au sens où Michaux l'entend « la pensée avant d'être œuvre est trajet ».

C'est d'ailleurs sur la nature de ce, de ces trajets que le débat est ouvert à propos du Kosovo notamment dans notre pays et c'est bien, car cette façon d'être et de faire, participe à la coproduction d'une grande donnée contemporaine à l'état de semence, je veux dire le « nouage » entre les experts et les experts du quotidien rompant ainsi avec leur instrumentalisation réciproque, les premiers, d'autorité et de technicité, disant avoir la solution, les seconds la récusant souvent au nom de leur vécu.

C'est ce « nouage » qui a manqué pour décider des « frappes » de l'OTAN. Par delà la question : « fallait-il le faire, ou pas ? » et ses corollaires d'un autre temps et empêcheurs de penser, « vous êtes Munichois ou va-t-en guerre », je pense qu'il était devenu impossible de faire autrement après la longue négociation de Rambouillet, la patience héroïque de plusieurs années des

Kosovars, les multiples exactions criminelles de l'armée de Milosévic au Kosovo et la cruelle expérience bosniaque

Par delà donc la polémique à propos des « frappes » se pose la manière qui a conduit à cette décision. Je la trouve trop éloignée des instances responsables (ONU et Union Européenne) et par conséquent pas assez informée ou imaginative de toutes ses conséquences. Elle a été trop technocratique et centrée sur l'idée que la guerre hyper-technique venant du ciel réglerait tout, devant des peuples devenus comme « neutres » n'ayant pas à s'engager puisqu'il ne doit pas y avoir de risque. On voit bien que c'est beaucoup plus complexe. Certes le Conseil de Sécurité était bloqué par un prévisible veto de la Russie et de la Chine. Mais l'ONU a connu des cas semblables et elle a eu recours alors à l'Assemblée Générale ce qui a en outre l'avantage de responsabiliser chaque pays y compris les petits. Il faut réintroduire très vite l'ONU actuellement hors course sur le Kosovo pour qu'elle (re)devienne centre de décision avec l'Europe (Union Européenne et OSCE). On ne peut rester en situation d' « a-démocratie » ou de « démocratie suspendue » trop longtemps car ce pourrait être un « sémaphore » pour tous les aventuriers de la terre. En tout cas la réforme de l'ONU dans le sens de la démocratie est posée, son actuelle configuration l'ayant fait exclure du débat.

Je crois que cet éloignement des instances traditionnelles comme la remise des responsabilités du pilotage aux militaires professionnels ont accompagné le choix de l'OTAN pour diriger le tout. Cela heurte nombre de nos concitoyens parce que l'OTAN créé pour autre chose semble se chercher une vocation

nouvelle et parce que les américains en sont quasi les maîtres. Là est posée la faiblesse politique et militaire de l'Europe, même si pour la première fois 17 pays européens marchent de concert et soutiennent des musulmans ce qui est bien, mais sans la Russie ce qui est regrettable, et sans délibération européenne autonome ce qui est un manque grave, lui aussi à corriger très vite.

Ces réflexions faites, les « frappes » ont lieu et affaiblissent Milosevic même s'il s'en est saisi pour accélérer son plan d'exclusion satanique des Kosovars commencé en 1998.

Et puis, je crois qu'être lucide est une chose, recuser un acte à partir d'un de ses auteurs en est une autre. L'histoire a beaucoup d'actes américains à rejeter mais de très grands à considérer.

Ce qu'il faut c'est doubler les « frappes » d'initiatives politiques et diplomatiques onusiennes et européennes dans les meilleurs délais.

Encore un mot sur une dimension capitale mise en avant par les « frappes ».

Elles signifient en effet que dans les circonstances du Kosovo il y a reconnaissance d'un droit d'ingérence c'est-à-dire la mise en cause de l'idée de souveraineté, c'est-à-dire un traitement nouveau de la notion de frontière. C'est une immense question neuve encore qu'elle intervint au moment de l'apartheid en Afrique du Sud. Aucun pays, aucune nation ne peut esquiver

l'avènement progressif de l'institutionnalisation de domaines universels dans lesquels la norme nationale de décision et de contrôle ne sera plus exclusive. Il en est ainsi des droits de l'homme c'est-à-dire de la place de l'homme dans la société du XXIème siècle notamment du statut de l'esprit et du vivant. Et on ne peut découper cette novation de liberté de l'institution d'un tribunal international ad hoc à La Haye qui a débuté ce travail et qui à l'instar de ce qui a commencé heureusement de se faire pour Pinochet fera de l'immunité d'un chef d'Etat une protection qui s'arrêtera à l'intangibilité des droits de l'homme. Ce tribunal mérite un plus grand soutien notamment de la France et doit devenir –cela l'universaliserait vraiment- un tribunal international.

Venons-en maintenant à l'Europe qui n'en finit pas de différer son unité politique et de défense. Ce qui serait essentiel ce serait qu'elle agisse pour un avenir coproduit avec les pays balkaniques ceux-ci ayant obligation de démocratie ce qui exclut Milosevic et son régime mais pas le peuple serbe. Cet avenir c'est une mêlée d'une longue histoire et d'une urgence.

La longue histoire c'est la quête constructive depuis le début du siècle d'un ensemble balkanique chacun des pays restant soi. Fédération, confédération, entente, association, peu importe. L'essentiel est de dépasser la fragmentation invivable et grosse de dangers de ce sud de l'Europe. Il y a eu pendant la guerre de Bosnie des réflexions balkaniques. Après tout, ne serait-ce à la Libération l'opposition de Staline et de Churchill, c'était un chemin envisagé après la chute du fascisme et Tito dans une géographie plus restreinte s'y est essayé assez heureusement dans des conditions très difficiles.

Et puis cette construction qui va demander du temps (on ne compose pas avec toutes les touches du piano des Balkans comme on siffle le dernier succès du show biz) il lui faut un ancrage européen qui a fait lâchement défaillance voici dix ans. Il faut que l'Europe prenant enfin une dimension sociale renonce à sa politique de comptes supérieurs à court terme dû à la primauté qu'elle a malheureusement accordé aux seuls grands intérêts économiques et fasse une offre d'association aux pays balkaniques (imaginons si tout l'argent dépensé depuis 10 ans en ex Yougoslavie avait constitué un plan Marshall européen d'aide à l'entité Yougoslave et aux pays qui la composent). La France dans ce domaine peut être la sincère initiatrice car elle a là-bas beaucoup d'amitiés y compris chez les serbes. L'idée d'une conférence balkanique a été lancée. Que le gouvernement français la formalise sans oublier –c'était le cas à Rambouillet- la présence Russe.

En fait nous vivons portée au rouge dans la tragédie du Kosovo un ébranlement des sociétés qui se fissurent et éclatent même (les contrats sociaux en usage ne marchent plus) et la grande question du mode de cohésion des sociétés dans leur diversité est à l'ordre du jour.

Ces mutations concernent les sciences, toutes les techniques de l'information et de la communication, l'individualité, les arts, la politique marquée elle par l'effondrement de la polarité Est Ouest.

Nous quittons un monde bipolaire pour entrer dans un monde multipolaire.

Nous avons besoin de sauts de pensée, d'une nouvelle intelligence alors que nous sommes encore habités par ce que Luigi Nono appelait des « crampes mentales ». Nous nous trouvons au cœur d'une transition dont nous vivons d'abord les aspects douloureux alors qu'il s'agit de tensions vibrantes entre des aspirations de dimensions universelles réclamant tous les peuples de la planète pour être résolues et chacun de ces peuples voulant voir prise en compte sa singularité. Il y a comme un couple universalité-singularité qui se transforme en un couple moteur de l'histoire contemporaine avec la spécificité suivante : L'universel est passé du rayonnement à partir d'un centre résorbant les multiples à une intercommunications de tous les multiples. On ne peut pas se dérober devant de nouveaux commencements.

J'en trouve quatre :

1 – instaurer une régulation globale démocratique de la société et du monde face à la globalisation de la finance et il faut bien le reconnaître à dominance américaine. Cette mondialisation de la démocratie a besoin d'une mobilisation de tous les acteurs. L'homme n'est pas un invité de raccroc dans la société.

2 – articuler les machines technologiques avec des agencements collectifs à dimension sociale

3 – mettre à jour et en œuvre une responsabilité publique et sociale au plan local, national, européen et international en matière de vie humaine c'est-à-dire

de droits de l'homme, responsabilité qui devrait à tous les niveaux assumer la primauté des projets sur les institutions, des acteurs sur les structures notamment financières, des cultures sur les appareils et les grandes affaires

4 – refonder d'un point de vue démocratique toutes les structures internationales nées de Yalta aussi bien le FMI que la Banque Mondiale, l'Organisation Mondiale du Commerce, que l'ONU, sans oublier l'OTAN qui elle, a fait son temps.

En bref, il s'agit d'inventer une politique voulue, choisie du développement durable et humain, du bien commun assurant des normes de civilisation humaine.

Ce développement est opératif d'abord dans la douloureuse question du Kosovo ou de la sortie de la situation actuelle dépend la dignité vivante respectée et garantie des Kosovars se retrouvant chez eux, mais aussi pour le monde grâce à l'expérience ainsi acquise de trajets d'actions y compris militaires, de concertations les plus larges possibles, de négociations sur la base de la démocratie.

On voit que pour le Kosovo comme pour tout problème politique –mais au Kosovo, plus généralement en ex-Yougoslavie c'est porté à l'incandescence – songeons à Vukovar, Sarajevo, Sebrenica, Gorazde, Mostar, Pristina, c'est à partir de l'homme, des hommes, de leurs droits et libertés que toute politique nouvelle et humaine peut être pensée, coproduite et s'épanouir.

Dans « le Fou d'Elsa » au moment de la chute de Grenade, Aragon écrit :
« Personne ne sait plus parler à la foule et quel but lui donner, que lui dire de
demain... Personne ici n'écoute ce chant trop tard surgi, que personne
d'ailleurs ici ne chante ».

Je crois qu'aujourd'hui ce chant est chanté même si c'est en tragédie et qu'il
commence à être écouté. C'est de la politique qui se fait.

Un des plus grands historiens Marc Bloch assassiné par les nazis écrivait :
« Quel pauvre cœur celui qui ne pourrait accueillir plus d'une tendresse ».

C'est une pensée prodigieuse de confiance qu'il faut offrir aux Kosovars, à
tous les peuples balkaniques, comme symbole de notre engagement personnel
et collectif non pour un consensus mou ni pour un monde séparé mais pour
une politique extraordinairement difficile et extraordinairement nécessaire de
considération de l'altérité, aujourd'hui urgemment, tout de suite, de celle des
Kosovars.

Au travail, vite les citoyens,

Au travail encore plus vite le Gouvernement et l'Europe.

Le 8 avril 1999

Jack RALITE
sénateur maire d'Aubervilliers
ancien ministre